La résistance du vote rural (1981-2002)

Jean-Claude Bontron et Agnès Roche

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8085>

DOI : 10.4000/etudesrurales.8085

ISSN : 1777-537X

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2004

Pagination : 35-44

Référence électronique

Jean-Claude Bontron et Agnès Roche, « La résistance du vote rural (1981-2002) », *Études rurales* [En ligne], 171-172 | 2004, mis en ligne le 01 janvier 2006, consulté le 22 avril 2019. URL : <http://journals.openedition.org/etudesrurales/8085> ; DOI : 10.4000/etudesrurales.8085

Cet article est disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/article.php?ID_REVUE=ETRU&ID_NUMPUBLIE=ETRU_171&ID_ARTICLE=ETRU_171_0035

La résistance du vote rural (1981-2002)

par Jean-Claude BONTRON et Agnès ROCHE

| Éditions de l'EHESS | *Études rurales*

2004/3-4 - N° 171-172

ISSN 0014-2182 | ISBN 2-7132-2007-6 | pages 35 à 44

Pour citer cet article :

—Bontron J.-C. et Roche A., La résistance du vote rural (1981-2002), *Études rurales* 2004/ 3-4, N° 171-172, p. 35-44.

Distribution électronique Cairn pour les Éditions de l'EHESS.

© Éditions de l'EHESS. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

LA RÉSISTANCE DU VOTE RURAL (1981-2002)

Jean-Claude Bontron et Agnès Roche

DANS LA LITTÉRATURE SCIENTIFIQUE, le lien entre communisme et classe ouvrière a souvent été posé comme une évidence, l'association entre grands centres urbains industriels et vote communiste considérée comme « naturelle ». Pourtant, à notre connaissance, aucune étude exhaustive n'a porté sur l'analyse comparée des votes communistes en milieu urbain et en milieu rural pour valider ou invalider, statistiques à l'appui, le bien-fondé de cette assertion. L'objet de cette contribution est d'ébaucher une évaluation comparative du vote communiste en zone rurale et urbaine, à l'échelon cantonal, en appréciant l'influence du degré de ruralité d'un espace donné et les corrélations entre éventuels facteurs explicatifs.

Questions de définition, choix de méthode

En l'absence de données électorales informatisées, au niveau cantonal, sur la longue durée, nous avons pris le parti d'examiner les résultats locaux du vote PC lors de deux élections : les présidentielles de 1981 et celles de 2002 (premier tour)¹. Nous avons retenu les présidentielles et non les législatives pour deux raisons. La première tient au fait que le candidat

communiste aux présidentielles étant le même pour toute la France, cela évite l'effet « personnalité locale », présent dans une législative. La seconde est d'ordre pratique : les premières élections législatives dont les données sont informatisées sont celles de 1988 alors que le PC a déjà subi un large déclin électoral.

L'élection présidentielle de 1981 marque le début d'une phase de forte décrue mais permet d'identifier les bastions du parti susceptibles d'être comparés à ceux qui demeurent vingt ans plus tard. En effet, lors de cette élection, Georges Marchais obtient 4 412 949 voix, soit 15,4 % des suffrages exprimés, en France métropolitaine ; en 2002, Robert Hue recueille 954 880 voix, soit 3,4 % des suffrages exprimés. Le parti communiste perd ainsi les trois quarts de ses électeurs. En 1981, le PC atteint 10 % des suffrages exprimés dans 2 644 cantons (sur un total de 3 644)² ; en 2002, il n'en conserve que 113 à ce même seuil.

1. Les données électorales utilisées nous ont été fournies par le Centre d'informatisation des données sociopolitiques (CIDSP) de l'IEP de Grenoble. Nous remercions chaleureusement le directeur du CIDSP, Bruno Cautrès, ainsi que Pierre Martin, qui nous a transmis les données.

2. Entre 1981 et 2002, les cantons français ont été redécoupés (3 696 en 1981, 3 879 en 2002). Ce sont les zones urbaines, en croissance démographique, qui sont les plus touchées. Lorsqu'un canton a été coupé en deux, nous avons reconstitué le canton d'origine. Mais parfois le redécoupage est plus large et nous oblige à des reconstitutions plus importantes. La Corse a été exclue de l'analyse car les redécoupages empêchent toute comparaison. Ont été également exclus les territoires d'outre-mer. Par ailleurs, pour établir des corrélations avec les données sociodémographiques de l'INSEE, et pour confronter les données électorales avec la typologie cantonale établie par la SEGESA, nous avons dû regrouper les cantons d'une même ville.

Appréhender l'évolution du vote communiste en milieu rural nécessite de préciser préalablement ce que l'on entend par « rural ». Deux définitions ont été utilisées et mises en relation avec les données électorales.

- Traditionnellement, pour l'INSEE, une commune rurale est une commune sans agglomération de plus de 2 000 habitants. À partir de là, 5 groupes de cantons ont été établis par la SEGESA³ en fonction du poids relatif de la population des communes rurales et urbaines dans la population totale et de la proximité d'une grande ville : cantons ruraux, cantons mixtes à dominante rurale, cantons mixtes à dominante urbaine, cantons périurbains, cantons urbains.

- Depuis 1997, l'INSEE a élaboré une nouvelle nomenclature spatiale, le zonage en aires urbaines (ZAU), qui découpe le territoire en 4 catégories : pôles urbains (unités urbaines offrant 5 000 emplois ou plus), couronnes périurbaines et communes multipolarisées (plus de 40 % des actifs travaillent dans une aire urbaine), et espace à dominante rurale (qui compte des petites unités urbaines et des communes rurales)⁴. Suivant le même principe, on a pu identifier les catégories suivantes : cantons à dominante urbaine, cantons à dominante périurbaine, cantons à dominante rurale, cantons exclusivement ruraux.

Au-delà de ces catégories permettant de mesurer le degré de ruralité des cantons, le monde rural est loin d'être un espace homogène, et il a donc semblé utile de croiser les données électorales avec des types de cantons constitués sur des données plus complètes.

Dans le cadre des travaux de l'instance d'évaluation de la politique de développement

rural et de préparation de la Loi rurale, la SEGESA a, en effet, proposé une typologie des cantons (à l'exclusion de ceux de plus de 150 hab./km² entièrement inclus dans un pôle urbain et des cantons de plus de 500 hab./km²), sur la base de 24 critères socioéconomiques caractérisant la situation 2000 et l'évolution 1990-2000. Construite selon les techniques de l'analyse multicritère, cette typologie distingue 8 groupes homogènes de cantons⁵, plus les cantons exclus.

Suffrages urbains et suffrages ruraux

En reprenant les critères définis ci-dessus, il s'agit à présent d'apprécier la part des suffrages ruraux dans les suffrages communistes. Sur l'ensemble des votes communistes, en 1981, 21,1 % des voix proviennent de cantons exclusivement ou essentiellement ruraux⁶ (917 000 voix sur un total de 4,35 millions). En 2002, cette proportion a légèrement augmenté (22,4 %, soit 211 000 voix sur un total de 944 000). En 1981, le PC recueille 14,12 %

3. Société d'études géographiques, économiques et sociologiques appliquées.

4. Cf. « Pôles urbains et périurbanisation. Le zonage en aires urbaines », *Insee Première*, n° 516, avril 1997 ; « Recensement de la population 1999. Évolutions contrastées du rural », *Insee Première*, n° 726, juillet 2000 ; « Le zonage en aires urbaines en 1999 », *Insee Première*, n° 765, avril 2001.

5. Voir *Quelle France rurale pour 2020 ? Contribution à une nouvelle politique de développement rural durable*, La Documentation française, septembre 2003.

6. Calcul à partir de la définition du rural en ZAU. Si l'on utilise la définition traditionnelle du rural, on arrive à un taux de 19,8 % de voix en 1981, et 21,5 % en 2002.

des voix dans les cantons exclusivement ruraux, 13,80 % dans les cantons à dominante rurale, 13,88 % dans les cantons à dominante périurbaine et 16,45 % dans les cantons à dominante urbaine. En 2002, ce léger écart entre urbain et rural disparaît quasiment : le PC obtient 3,54 % dans les cantons exclusivement ruraux, 3,31 % dans les cantons à dominante rurale, 2,90 % dans les cantons à dominante périurbaine et 3,59 % dans les cantons à dominante urbaine. Si l'on raisonne par rapport aux inscrits, l'écart est faible en 1981 et presque inexistant en 2002⁷. Les électeurs urbains n'ont donc pas une propension beaucoup plus forte que celle des ruraux à voter communiste. Dans la mesure où les ruraux représentent environ 20 % de la population, il est logique que les voix rurales correspondent à un cinquième des voix communistes totales.

Le PC perd cependant 78,3 % de ses voix entre les deux présidentielles, les pertes étant comprises dans une fourchette allant, selon les cantons, de 25,6 % à 98,3 %⁸. Pour faire apparaître les zones dans lesquelles le vote communiste résiste le mieux, nous avons ordonné les pertes sur une échelle, des plus faibles aux plus élevées. On constate que les 10 % de cantons qui connaissent les pertes les plus limitées sont très majoritairement des cantons ruraux (69 %). Ceux-ci sont des zones de vote moyen en 1981 (16,5 % contre 15,4 % de moyenne nationale)⁹. À l'inverse, le premier décile des plus lourdes pertes est composé de 60 % de cantons urbains et périurbains¹⁰. Il apparaît très nettement que la décrue communiste la plus forte est urbaine, la plus faible concerne principalement des espaces ruraux.

Si les ruraux ont une propension à voter

communiste à peu près équivalente à celle des urbains, cette propension varie beaucoup d'un département à l'autre, et encore plus d'un canton à l'autre. La répartition des voix communistes est très structurée, avec des zones de force particulièrement saillantes, comparées à celles d'autres partis politiques.

Les bastions communistes et leur devenir

Sont qualifiés de « bastions » les cantons appartenant au premier décile des plus forts votes communistes¹¹. Dans ce premier décile, 33 % des cantons sont ruraux en 1981, 41 % en 2002. C'est ainsi qu'une proportion assez importante de conseillers généraux communistes

7. Par rapport aux inscrits, en 1981, le PC atteint 11,46 % dans les cantons exclusivement ruraux, 11,29 % dans les cantons à dominante rurale, 11,47 % dans les cantons périurbains et 13,09 % dans les cantons urbains. En 2002, les chiffres sont respectivement de 2,55 %, 2,40 %, 2,10 % et 2,48 %.

8. Il s'agit de pertes en nombre de voix (voix du PC en 2002 moins les voix du PC en 1981 divisées par les voix du PC en 1981). En pourcentage, les pertes sont de 77,86 %, comprises entre 36,68 % et 92,21 % (pourcentage du PC en 2002 moins le pourcentage du PC en 1981 divisé par le pourcentage du PC en 1981). En pourcentage des inscrits, les pertes sont de 81,36 %, comprises entre 30,81 % et 93,47 %.

9. Si l'on prend en compte les deux premiers déciles des moindres pertes, on arrive à 62 % de cantons ruraux.

10. Dans ce décile, le PC recueillait 15,08 % des suffrages exprimés en 1981 ; il en recueille 2,23 % en 2002. Si l'on prend en compte les deux premiers déciles des plus fortes pertes, on arrive à 62 % de cantons urbains et périurbains.

11. C'est-à-dire les 10 % de cantons qui votent le plus pour le PC.

sont élus en milieu rural. Toujours dans le premier décile mais, cette fois, en nombre de voix, le rural représente 15 % des suffrages exprimés en 1981, et 21 % en 2002. On peut en conclure que, depuis vingt ans, les bastions communistes qui se défendent le mieux sont ruraux.

Dans ses bastions urbains, le PC perd 79,5 % de ses voix contre 75,3 % dans ses bastions ruraux. En points de pourcentages relativement aux suffrages exprimés, le parti perd 22,6 points dans l'espace urbain et 21 points dans l'espace rural. Par rapport aux inscrits, cela correspond à 19,1 points en milieu urbain, et 18,2 points en milieu rural. Quelle que soit la méthode retenue pour calculer les pertes dans les bastions, la baisse est légèrement moindre dans l'univers rural. Robert Hue réalise un meilleur score dans les bastions ruraux (8 % des suffrages exprimés et 5,8 % des inscrits) que dans les bastions urbains (7,4 % et 5 %).

Les 360 cantons qui constituent les bastions (décile 1) apportent 231 040 voix au PC en 2002 contre 1 153 837 en 1981 : ils fournissent donc au parti le quart de ses voix¹².

En 1981, les bastions communistes se répartissent en cinq zones (cf. carte ci-contre) :

- l'arc méditerranéen, notamment les cantons des Alpes-Maritimes, des Bouches-du-Rhône, du Gard, de l'Hérault, du Var et des Pyrénées-Orientales et, dans une moindre mesure, des Alpes-de-Haute-Provence ;
- le Sud-Ouest, particulièrement en Ariège, le Lot-et-Garonne, les Hautes-Pyrénées et les Landes ;
- le nord de la France, surtout le bassin minier du Nord et du Pas-de-Calais, la Somme, les Ardennes et l'Aisne ;
- la ceinture « rouge » autour de Paris, avec la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne et, dans

une moindre mesure, les Hauts-de-Seine et le Val-d'Oise ;

- les bordures nord et ouest du Massif central : Cher, Allier, Corrèze, Dordogne, Haute-Vienne. Il faut ajouter à ces vastes espaces l'exception bretonne des Côtes-d'Armor (10 cantons de ce département sont des bastions communistes en 1981, 13 en 2002).

Vingt ans plus tard, ces terres d'élection (ou ce qu'il en reste) ont évolué de façon très inégale (cf. carte p. 40).

Le Midi méditerranéen accuse les plus lourdes pertes : il représente environ 247 000 voix en 1981 pour un ensemble de 80 cantons, 29 900 voix en 2002, avec 40 cantons¹³, soit une régression de 88 % des voix. Le « Midi rouge » est de moins en moins rouge.

Le Sud-Ouest résiste mieux au déclin communiste, et un certain nombre de cantons des Landes et des Hautes-Pyrénées font partie des zones de force du PC en 2002. Ce bastion compte 24 614 voix en 1981, avec 16 cantons, 10 351 voix en 2002, avec 27 cantons. Dans le Sud-Ouest, les pertes du PC sont limitées (- 57 %). La zone rouge du Sud-Ouest s'agrandit légèrement.

Le nord de la France est en très fort repli (82 %), passant de 353 592 voix en 1981 à

12. Pour les données qui suivent, on a conservé les cantons originels de l'INSEE sans procéder à des regroupements qui auraient sous-estimé le nombre de cantons urbains.

13. Entre 1981 et 2002, le nombre de cantons-bastions passe, dans les Alpes-de-Haute-Provence, de 7 à 3 ; dans les Alpes-Maritimes, de 10 à 7 ; dans les Bouches-du-Rhône, de 20 à 11 ; dans le Gard, de 21 à 9 ; dans l'Hérault, de 17 à 9 ; dans le Var, de 5 à 1.

Importance du vote communiste en 1981

Source : SEGESA, d'après les données du CIDSP.

Recul du vote communiste entre 1981 et 2002

Source : SEGESA, d'après les données du CIDSP.

63 454 voix en 2002. L'Aisne, les Ardennes et la Somme perdent quasiment tous leurs cantons communistes, alors que la Seine-Maritime, elle, résiste mieux au déclin.

La ceinture rouge autour de Paris demeure un vrai rempart pour le parti communiste. Toutefois la baisse est considérable (81 %) : Georges Marchais recueille 240 800 voix en 1981 ; Robert Hue n'en obtient plus que 44 900 en 2002¹⁴.

Le pourtour du Massif central est le bastion qui s'en sort le mieux¹⁵. Les pertes, dans cet espace, se limitent à 62 %, et l'influence communiste se propage géographiquement : c'est ainsi que le Puy-de-Dôme, la Creuse et la Nièvre, peu présents dans les bastions historiques, apparaissent dans la nouvelle géographie du communisme¹⁶. Dans cet ensemble, seule la Haute-Vienne perd des cantons. Globalement, cet espace du centre de la France représente le tiers des fiefs communistes. En voix, cela équivaut à 43 000 suffrages en 2002, c'est-à-dire autant que la région parisienne. Et 79 de ces 112 cantons sont ruraux (Nivernais, Bourbonnais, Cévennes, Corrèze).

Facteurs socioéconomiques et historiques

En zone rurale, le vote communiste s'inscrit dans la longue durée et les bastions du parti pèsent proportionnellement plus lourd aujourd'hui qu'il y a vingt ans. Néanmoins le monde rural est loin d'être homogène, c'est pourquoi il est intéressant de savoir si certains des types de cantons identifiés par la SEGESA offrent une résistance plus importante au déclin que d'autres (cf. tableau 1 p. 42).

En 1981, le vote communiste est à son maximum (19,9 %) dans les cantons de type « rural ouvrier en déclin » (surtout situés dans le

Nord-Pas-de-Calais, les Ardennes, la Somme, l'Aisne, la Seine-Maritime et en Lorraine), dans le « rural à attractivité résidentielle et touristique » (17,4 %) (arrière-pays méditerranéen) et dans le « rural peu dense, agricole et vieilli » (16,8 %) (France du Centre et du Sud-Ouest).

Robert Hue réalise ses meilleurs scores dans les cantons « ruraux peu denses, agricoles et vieillis » (4,8 %) ainsi que dans le « rural ouvrier en déclin » (4,4 %). Demeureraient ainsi deux sortes de bastions communistes : des espaces ruraux ouvriers en crise et des espaces ruraux agricoles en déclin. Les pertes du parti ont été néanmoins particulièrement massives dans les « cantons fortement urbanisés » et dans les cantons « ruraux ouvriers en déclin ». En revanche, la résistance du PC est plus vive dans le « rural peu dense, agricole et vieilli ».

L'analyse des corrélations (cf. tableau 2 ci-contre) montre que, globalement, il n'existe

14. En 1981, dans les quatre départements des Hauts-de-Seine, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne et Val-d'Oise, 45 cantons sont des bastions communistes. En 2002, on en dénombre 52, en raison des redécoupages dans les cantons peuplés de la région parisienne.

15. À titre d'illustration, on note que le canton le plus communiste de France en 1981 est celui de Port-Saint-Louis-du-Rhône dans les Bouches-du-Rhône avec 55,4 % des suffrages exprimés. En 2002, le canton le plus rouge est celui de Bourbon-l'Archambault dans l'Allier, avec 20,65 %. Cf. l'article de Vincent Fabre dans ce numéro.

16. Dans l'Allier, 13 cantons sont des bastions en 1981, et 23 en 2002. Le Cher passe de 5 à 13, la Corrèze, de 12 à 18, la Creuse, de 4 à 9, la Dordogne, de 11 à 17, le Puy-de-Dôme, de 0 à 5, la Nièvre, de 1 à 6. Le Lot-et-Garonne est stable, avec 6 cantons. La Haute-Vienne régresse de 23 à 15 cantons. Au total, dans cette France centrale, le PC compte 75 cantons-bastions en 1981, et 112 en 2002.

Tableau 1

Types de cantons SEGESA	Nom bre de cantons	M archais (%)	H ue (%)	Baisse voix	Baisse (%)	Baisse points
Cantons fortem enturbanisØs	188	16,1	3,4	79,0	78,7	12,7
Espaces ruraux en transition	533	10,9	2,8	76,7	74,8	8,1
Rural Øconom ie touristique	38	11,7	2,4	75,9	79,4	9,3
Rural peu dense, agricole et vieilli	476	16,8	4,8	76,2	71,5	12,0
En voie de pØriurbanisation	509	12,1	2,8	74,7	77,1	9,3
Petites villes	351	15,0	3,5	77,5	76,9	11,5
PØriurbain de proxim itØ	222	13,1	2,7	75,0	79,1	10,4
Rural ouvrier en dØclin	308	19,9	4,4	79,6	77,9	15,5
Rural attractiv itØ rØsidentielle et touristique	212	17,4	3,6	74,0	79,2	13,8
Total	2 837	14,8	3,3	77,0	77,5	11,5

Source : SEGESA.

Tableau 2

CritØres	% votes M archais	% votes H ue	Pertes brutes	% de baisse
Taux de ch m age 1999	0,52	0,37	0,15	0,10
Ouvriers dans la population active 1999 (%)	-0,04	-0,06	0,22	0,08
Agri-exploitants dans la population active 1999 (%)	-0,18	-0,18	0,05	-0,25
Actifs occupØs travaillant dans l'industrie (%)	-0,08	-0,08	0,13	0,11
DensitØ de population en 1999	0,10	0,01	-0,06	0,13
Population ØtrangØre en 1999 (%)	0,22	0,08	0,16	0,23
Indice de vieillissement	0,16	0,32	0,04	-0,34
Variation de population 1990-1999	-0,04	-0,17	-0,26	0,23
Revenu net im posable m oyen par foyer	-0,06	-0,19	-0,01	0,30
DØsindustrialisation	-0,08	-0,05	-0,10	-0,06

Source : SEGESA.

pas de lien statistique entre le vote PC et la proportion d'ouvriers : les cantons très ouvriers n'ont pas, plus que les autres, tendance à voter communiste. La désindustrialisation ne semble pas non plus avoir d'influence. Cependant, le vote communiste en 1981 est corrélé, de façon significative, au taux de chômage (0,52) et, dans une moindre mesure, au pourcentage de population étrangère (0,22).

Lors des présidentielles de 2002, si le vote communiste dépend encore du taux de chômage, il dépend également de l'indice de vieillissement de la population. Les cantons en recul démographique votent davantage pour Robert Hue (0,32).

On note aussi un lien significatif entre le vieillissement et la baisse relative des scores communistes (- 0,34) : plus les cantons déclinent, du point de vue démographique, plus le communisme résiste, du point de vue électoral. Ceux de moindre érosion sont aussi ceux où la proportion d'agriculteurs est forte (- 0,25). Ces deux corrélations renvoient sans doute à l'existence des bastions ruraux, notamment du Centre et du Sud-Ouest : il s'agit de cantons qui perdent des habitants, dont la population est âgée, et la population active agricole assez

importante.

Sur la période considérée (1981-2002), on constate que les ruraux votent autant communiste que les urbains. Ce comportement politique ne peut s'expliquer uniquement par l'existence de traditions ouvrières à la campagne : les cantons les plus ouvriers ne votent pas plus communiste que les autres, et les situations locales sont contrastées. Ainsi les suffrages communistes étaient-ils nombreux dans les cantons ruraux à forte concentration ouvrière du Nord-Pas-de-Calais mais aussi dans les campagnes du Midi méditerranéen et du pourtour du Massif central, qui ne se caractérisent pas par une présence ouvrière forte.

Plus que chercher des facteurs socioéconomiques explicatifs de l'implantation communiste, il convient d'orienter l'analyse du côté des traditions historiques locales, chaque terroir (rural ou urbain, ouvrier ou agricole) présentant sans doute une combinaison particulière de facteurs et d'éléments d'ordres différents que seules des études départementales ou régionales peuvent appréhender dans toute leur complexité et leur singularité.

Résumé

Jean-Claude Bontron et Agnès Roche, *La résistance du vote rural (1981-2002)*

L'objet de cet article est de mesurer l'importance du vote communiste en milieu rural, à l'échelon du canton, lors des présidentielles de 1981 et de 2002, et de tester des corrélations entre ce vote et des variables sociodémographiques. Il apparaît que les électeurs urbains n'ont pas une propension plus forte que les ruraux à voter pour le PC, et que les cantons qui résistent le mieux au déclin électoral sont majoritairement ruraux. Les zones de force du com-

Abstract

Jean-Claude Bontron and Agnès Roche, *The Rural Vote in Favor of the French Communist Party (1981-2002)*

How to measure the French Communist Party vote in rural areas, at the level of the canton, during presidential elections in 1981 and 2002? How is this vote correlated with sociodemographic variables? Urban areas were not more inclined than rural areas to vote for the Party,

munisme ont évolué de façon contrastée : le Nord, le Midi méditerranéen et la région parisienne enregistrent des pertes considérables, alors que les espaces, souvent ruraux, du sud-ouest et du pourtour du Massif central se défendent mieux. Les cantons ruraux les plus résistants correspondent aux campagnes en déclin démographique, où la proportion d'agriculteurs est élevée.

and most of the cantons where the Party's share of the vote decreased the least were rural. Trends differ from one heavily Communist area to another. In northern France, around the Mediterranean and in the greater Paris area, the

FCP suffered considerable losses, whereas it put up more resistance in the more often rural areas of southwestern France and along the edges of the Massif Central. The rural cantons that stayed loyal to the Party correspond to areas with a high proportion of farmers and a decreasing population.